ARRÊTÉ INTER-DÉPARTEMENTAL N° 65-2016-12-09-005

DETERMINANT UN PERIMETRE INTERDIT SUITE A UNE DECLARATION D'INFECTION D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGENE


VU la Décision 2006/437/CE de la Commission du 4 août 2006 portant approbation d'un manuel de diagnostic pour l'influenza aviaire conformément à la directive 2005/64/CE ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L201-1 à L201-13 et L221-1 à L221-9, L223-1 à L223-8, R223-3 à R223-12, D223-22-2 à D223-22-17 ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article R424-3 ;

VU le décret du 10 juin 2015 nommant monsieur Pierre ORY, préfet du Gers ;

VU le décret du 9 juin 2016 nommant madame Béatrice LAGARDE, préfète des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des produits détruits sur ordre de l'administration ;

VU l'arrêté du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires : maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 18 janvier 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 8 février 2016 modifié relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 14 septembre 2016 déterminant des dispositions de lutte transitoires contre l'influenza aviaire hautement pathogène ;

VU l'arrêté de Mr le Premier Ministre en date du 15 janvier 2013 nommant monsieur Dominique Chabanet directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers à compter du 1er février 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-190-7 du 9 juillet 2015 portant délégation de signature à Monsieur Dominique CHABANET directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 02 novembre 2012 nommant madame Catherine FAMOSE, inspectrice en chef de la santé publique vétérinaire, directrice départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations du Gers, en qualité de directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées à compter du 1er décembre 2012 ;

VU l’arrêté préfectoral n°2016-07-04-017 du 4 juillet 2016 portant délégation de signature à Madame Famose directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées

VU l’arrêté préfectoral n°65-2016-07-05-012 portant application de l’arrêté n°2016-07-04-017 donnant délégation de signature à Madame Catherine FAMOSE, Directrice Départementale de la Cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées (DDCSPPP65)

VU le schéma départemental de gestion cynégétique ;

VU l’arrêté préfectoral n° 32-2016-05-26-006 du 26 mai 2016 relatif à l’ouverture et à la clôture de la chasse et portant approbation de plans de gestions cynégétique sur le département du Gers ;

VU l’arrêté préfectoral n° 32-2016-12-02-003 portant déclaration d’infection d’Influenza aviaire dans l’exploitation EARL DE LA PEYROTTE, sise au lieu-dit « LA PEYROTTE » 32230 MONLEZUN ;

VU l’arrêté préfectoral n° 32-2016-12-07-004 portant mise sous surveillance d’une exploitation à risque d’influenza aviaire et à l’abattage préventif des volailles de Monsieur GERMA et Madame Christiane PERES sise au lieu-dit « Pey » à PALLANNE 32230 ;

Vu le rapport d’essai N°160455 du laboratoire national de référence de l’ANSES déterminant la souche virale présente dans l’exploitation de Monsieur GERMA et Madame Christiane PERES sise au lieu-dit « Pey » à PALLANNE 32230 comme H5N1 faiblement pathogène.

VU l’arrêté préfectoral n° 32-2016-12-07-003 portant mise sous surveillance d’exploitations à risque d’influenza aviaire et à l’abattage préventif des volailles de l’EARL COUTANT à RICOURT (32230), l’exploitation de Madame Michèle COUTANT à RICOURT (32230), l’EARL de TANQUE sise tanque à RICOURT (32230), l’EARL HAOUET sise haouet à RICOURT (32230) ;

Considérant le caractère extrêmement contagieux et grave de l’influenza aviaire ;

Considérant qu’il y a lieu de modifier certains périmètres de protection et de zonage au regard du caractère faiblement pathogène du virus mis en évidence dans l’exploitation de Monsieur GERMA et Madame Christiane PERES sise au lieu-dit « Pey » à PALLANNE 32230

Considérant la nécessité de surveiller les élevages autour des cas index afin d’identifier une éventuelle diffusion du virus ;

Considérant l’urgence sanitaire.

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection de populations du Gers.

Sur proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection de populations des Hautes-Pyrénées.

ARRETE :

Article 1er : définition

Un périmètre réglementé est défini comme suit :
• les exploitations mentionnées dans les arrêtés préfectoraux n° 32-2016-12-02-003, 32-2016-12-07-003 et 32-2016-12-07-004,
• une zone de protection comprenant le territoire des communes listées en annexe 1.
• une zone de surveillance comprenant le territoire des communes listées en annexe 2.

Les limites de zones sont matérialisées sur les routes principales par des panneaux.

Article 2 : mesures dans le périmètre réglementé
Les territoires placés en zone de protection et de surveillance sont soumis aux dispositions suivantes :

1° Tous les détenteurs d'oiseaux sont soumis à des mesures de confinement. Par dérogation dans les exploitations commerciales, tout propriétaire ou détenteur de volailles ou autres oiseaux caplifs qui ne serait pas en mesure d'appliquer ces dispositions pour des raisons de bien-être animal, de technique d'élevage ou de contraintes liées à un cahier des charges répondant à un signe officiel de qualité peut demander une dérogation à la claustration ou à la mise sous filet. La dérogation est accordée par le préfet sur la base d'un compte-rendu de visite du vétérinaire sanitaire de l'élevage concluant à l'application satisfaisante des pratiques de biosécurité renforcée. La visite vétérinaire est réalisée à l'initiative et aux frais du propriétaire ou du détenteur. La dérogation reste valable pendant une année au maximum et tant que les conditions de détention ne sont pas modifiées. Le cas échéant, il appartient au détenteur de demander une nouvelle dérogation.

2° Les mouvements ou le transport de volailles ou d'œufs à couver sont interdits dans les zones et en provenance ou à destination de celles-ci.

3° Les responsables d'exploitation commerciale détenteur des oiseaux se déclarent auprès de la Direction départementale en charge de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par le directeur départemental en charge de la protection des populations (DDecPP).

En outre dans les territoires placés en zone de protection les maires procèdent à un recensement des exploitations non commerciales de volailles.


Dans les territoires placés en zone de protection et de surveillance, les exploitations commerciales peuvent se déclarer :
soit via les systèmes d'information des organisations professionnelles ou interprofessionnelles, dans la mesure où les informations ainsi recensées sont rendues disponibles à l'administration ;
soit en ligne via le dispositif de déclarations et télé-déclarations mis en place sur le site http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/ (document Cerfa en ligne) ;
soit par envoi papier à la DDecPP du document Cerfa évoqué au point précédent.

4° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production sont immédiatement signalées au DDCSPP par les responsables des exploitations qu'elles soient de nature commerciale ou non.

5° Tous les détenteurs d'oiseaux mettent en œuvre les mesures de biosécurité adaptées pour prévenir le risque de diffusion de la maladie, en particulier via le contact avec les oiseaux sauvages, en protégeant l'accès à l'alimentation, à l'abreuvement, aux silos et stockage d'algiments et, dans la mesure du possible, le maintien des oiseaux en bâtiment, la réduction de surface des parois ou la pose de filets de protection. Les eaux de surface ne peuvent être utilisées à l'intérieur des élevages d'oiseaux.

Les cadavres qui ne pourraient être éliminés dans les meilleurs délais sont stockés dans des conteneurs étanches.

6° A l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, abattoirs, entrepôts ou usines de sous-produits animaux, équarrissages, centre d'emballage, le nettoyage et la désinfection des véhicules sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné. Les tournées impliquant des zones de statuts différents sont organisées de façon à commencer par les zones de risque le plus faible pour s'achever dans les zones de risque le plus élevé. Les personnes intervenant dans ces installations suivent les procédures de biosécurité adaptées à leur activité qui leur sont communiquées par leurs instances professionnelles ou par le DDCSPP.

7° Les rassemblements d'oiseaux tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits.

8° Les lâchers de gibiers à plumes sont interdits.

9° Le transport et l'épandage de la litière usagée, du fumier, du lisier ainsi que des sous-produits tels que les coquilles et les plumes sont interdits.

Les sous-produits animaux issus de volailles des zones réglementées et abattues en établissement d'abattage implanté à l'intérieur des territoires concernés sont exclusivement destinés à un établissement de traitement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009.
Article 3 : mesures complémentaires dans la zone de protection

Outre les mesures de l'article 2, les territoires placés en zone de protection sont soumis, aux mesures suivantes :

1° la visite des élevages non commerciaux est réalisée sur instruction du DDCSPP par les vétérinaires sanitaires

Article 4 : mesures complémentaires pour les exploitations commerciales présentes dans les communes de l'annexe 1 et 2

1° L'accès aux exploitations présentes sur les communes en annexes 1 et 2 est limité aux personnes autorisées. Ces personnes doivent mettre en œuvre les mesures de biosécurité individuelles visant à limiter le risque de diffuser la maladie, notamment par l'utilisation de vêtements de protection à usage unique et, en cas de visite d'une exploitation suspecte, la prise de précautions supplémentaires telles que douche, changement de tenue vestimentaire et nettoyage des bottes. Les exploitations tiennent un registre de toutes les personnes qui pénétrèrent sur le site de l'exploitation.

2° La mise en place dans les exploitations présentes sur les communes en annexes 1 et 2 de volailles est interdite.

3° Les exploitations présentes sur les communes en annexes 1 et 2 font l'objet de visites vétérinaires dans un délai prescrit par le DDCSPP pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour analyse de laboratoire.

Article 5 : levée des mesures

La zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des oiseaux permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les territoires listés à l'annexe 1 restent soumis aux mesures de la zone de surveillance jusqu'à la levée de cette dernière.

La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites, avec résultat favorable, parmi les exploitations présentes sur les communes de l'annexe 2 permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Article 6

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès verbaux ; elles sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L228-3, L228-4 et R228-1 à R228-10 du code rural et de la pêche maritime.

Article 7

L'arrêté inter-préfectoral du 7 décembre 2016 déterminant un périmètre interdit suite à déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène est abrogé.

Article 8 : exécution
Le Secrétaire général de la Préfecture du Gers, Le Secrétaire général des Hautes-Pyrénées, le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers, la Directrice de la cohésion sociale et de la protection des populations les maires des communes concernées, les vétérinaires sanitaires, le colonel du groupement de gendarmerie, sont responsables, chacun en ce qui les concerne, de l’application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Gers et de la Préfecture Hautes-Pyrénées.

Fait respectivement à Auch et à Tarbes, le 9 décembre 2016

Pour le Préfet du Gers et par délégation

Le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations

Dominique CHABANET

Pour la Préfète des Hautes-Pyrénées et par délégation

La Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

La Directrice Départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

Catherine FAMOSE

---

<table>
<thead>
<tr>
<th>VOIES DE RECURS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification qui vous en sera faite de former soit :</td>
</tr>
<tr>
<td>Un recours gracieux</td>
</tr>
<tr>
<td>auprès de Monsieur le Préfet du Gers ou de Madame la Préfète des Hautes-Pyrénées.</td>
</tr>
<tr>
<td>Un recours hiérarchique</td>
</tr>
<tr>
<td>auprès de monsieur le ministre de l’Agriculture, de l’Alimentation et de la Forêt Direction Générale de l’Alimentation 251, rue de Vaugirard 75236 PARIS cedex 15</td>
</tr>
<tr>
<td>Un recours contentieux</td>
</tr>
<tr>
<td>auprès du Tribunal administratif de PAU Cours Lyautey 64000 PAU</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Aucune de ces voies de recours ne suspend l’application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée. Si vous n’avez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l’administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet). En cas de rejet, le Tribunal Administratif peut être saisi d’un recours CONTENTIEUX dans le délai de 2 mois à compter de la date de la décision de rejet.

Le recours CONTENTIEUX s’exerce pour contester la LEGALITE de la présente décision ; il doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique à ce non-respect.
ANNEXE 1
COMMUNES DANS LA ZONE DE PROTECTION
Périmètre de 3 kilomètres

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>Numéro INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>MONLEZUN</td>
<td>32273</td>
</tr>
<tr>
<td>PALLANNE</td>
<td>32303</td>
</tr>
<tr>
<td>RICOURT</td>
<td>32342</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-JUSTIN</td>
<td>32383</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## ANNEXE 2

COMMUNES DANS LA ZONE DE SURVEILLANCE
Périmètre de 10 kilomètres

### Département du Gers

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>Code INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ARMENTIEUX</td>
<td>32008</td>
</tr>
<tr>
<td>ARMOUS-ET-CAU</td>
<td>32009</td>
</tr>
<tr>
<td>AUX-AUSSAT</td>
<td>32020</td>
</tr>
<tr>
<td>BARS</td>
<td>32030</td>
</tr>
<tr>
<td>BASSOUES</td>
<td>32032</td>
</tr>
<tr>
<td>BEAUMARCHES</td>
<td>32036</td>
</tr>
<tr>
<td>BECCAS</td>
<td>32039</td>
</tr>
<tr>
<td>BETPLAN</td>
<td>32050</td>
</tr>
<tr>
<td>BLOUSSON-SERIAN</td>
<td>32058</td>
</tr>
<tr>
<td>CAZAUX-VILLECOMTAL</td>
<td>32099</td>
</tr>
<tr>
<td>COURTIES</td>
<td>32111</td>
</tr>
<tr>
<td>HAGET</td>
<td>32152</td>
</tr>
<tr>
<td>ISLE-BOUZON</td>
<td>32158</td>
</tr>
<tr>
<td>JUILLAC</td>
<td>32164</td>
</tr>
<tr>
<td>LAAS</td>
<td>32167</td>
</tr>
<tr>
<td>LADEVEZE-RIVIERE</td>
<td>32174</td>
</tr>
<tr>
<td>LAGUIAN-MAZOUS</td>
<td>32181</td>
</tr>
<tr>
<td>LAVERAET</td>
<td>32205</td>
</tr>
<tr>
<td>MALABAT</td>
<td>32225</td>
</tr>
<tr>
<td>MARCIAC</td>
<td>32233</td>
</tr>
<tr>
<td>MARSEILLAN</td>
<td>32238</td>
</tr>
<tr>
<td>MASCARAS</td>
<td>32240</td>
</tr>
<tr>
<td>MIELAN</td>
<td>32252</td>
</tr>
<tr>
<td>MONCLAR-SUR-LOSSE</td>
<td>32265</td>
</tr>
<tr>
<td>MONPARDIAC</td>
<td>32275</td>
</tr>
<tr>
<td>POUYLEBON</td>
<td>32326</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-CHRISTAUD</td>
<td>32367</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MAUR</td>
<td>32393</td>
</tr>
<tr>
<td>SCIEURAC-ET-FLOURES</td>
<td>32422</td>
</tr>
<tr>
<td>SEMBOUES</td>
<td>32427</td>
</tr>
<tr>
<td>TILLAC</td>
<td>32446</td>
</tr>
<tr>
<td>TOURDUN</td>
<td>32450</td>
</tr>
<tr>
<td>TRONCENS</td>
<td>32455</td>
</tr>
<tr>
<td>Commune</td>
<td>Code INSEE</td>
</tr>
<tr>
<td>------------</td>
<td>------------</td>
</tr>
<tr>
<td>ANSOST</td>
<td>65013</td>
</tr>
<tr>
<td>AURIÉBAT</td>
<td>65049</td>
</tr>
<tr>
<td>BARBACHEN</td>
<td>65061</td>
</tr>
<tr>
<td>BUZON</td>
<td>65114</td>
</tr>
<tr>
<td>LAFITOLE</td>
<td>65243</td>
</tr>
<tr>
<td>MONFAUCON</td>
<td>65314</td>
</tr>
<tr>
<td>SAUVETERRE</td>
<td>65412</td>
</tr>
</tbody>
</table>